



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique

Délégation Bretagne et Pays de Loire

Parc ALCYONE

1, rue André et Yvonne Meynier

CS 26936

35 069 RENNES CEDEX

N° SIRET: 180 089 013 06657

Ci-après dénommé le « CNRS »

et représenté par délégation de son Président, Monsieur Antoine PETIT

par la Déléguée Régionale, Madame Muriel SINANIDES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVE PARTICULIÈRES

APPEL D'OFFRES OUVERT

ACCORD-CADRE PORTANT SUR L'ACQUISITION D'UN SYSTÈME DE POSITIONNEMENT GÉODÉSIQUE FOND DE MER

EQUIPEX MARMOR

PROCÉDURE N°2025-06-1

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 – NATURE DU MARCHÉ	3
3.1 Procédure de passation	3
3.2 Forme du marché	3
ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 5 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAI D'EXÉCUTION	4
5.1 Durée de l'accord-cadre	4
5.2 Délais d'exécutions	4
ARTICLE 6 – REPRÉSENTATION DES PARTIES	4
ARTICLE 7 – GARANTIE CONTRACTUELLE	4
7.1 Généralités	4
7.2 Durée et contenu minimum	4
ARTICLE 8 – RÉSILIATION	5
8.1 Résiliation sans faute	5
8.2 Résiliation pour faute	5
8.3 Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire	5
ARTICLE 9 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE	6
9.1 Nature du prix	6
9.2 Forme des prix	6
9.3 Contenu des prix	6
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS	6
10.1 Pénalité de retard (partie à bon de commande)	6
10.2 Pénalité pour indisponibilité	7
10.3 Pénalité pour manquement du titulaire	7
ARTICLE 11 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT	7
11.1 Présentation des factures	7
11.2 Facturation électronique	7
11.3 Règlement des intérêts moratoires	8
ARTICLE 12 – AVANCES	8
12.1 Pour la partie à prix globale et forfaitaire	8
12.2 Pour la partie à bons de commande	8
ARTICLE 13 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE	8
13.1 Généralité	8
13.2 Commencement des opérations de vérifications des prestations	9
13.3 Vérification qualitative	9
13.4 Admission, réfaction, ajournement ou rejet	9
ARTICLE 14 – ACOMPTES	9
ARTICLE 15 – OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL	10
ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITÉ	10
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	10
17.1 Mesures de sécurité	10
17.2 Certification et sécurité des personnels	11
17.3 Mesure de portée générale	11
ARTICLE 18 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES	12
ARTICLE 19 – LITIGES – DROIT APPLICABLE	12
ARTICLE 20 – DÉROGATION AU CCAG-FCS	12

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour l'objet l'acquisition d'un ensemble d'éléments constitutifs d'un système de positionnement géodésique fond de mer pour l'EQUIPEX MARMOR.

Code Nacre	UG.12
Cade CPV	38290000-4

ARTICLE 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'Acte d'engagement (ATTRI1) dans la dernière version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Annexe financière : décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et bordereau des prix unitaires (BPU) dans sa dernière version conservée par le CNRS ;
- Le cahier des clauses administrative particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses technique particulière (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022 ;
- Le cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes éventuelles ;
- L'offre technique et commerciale du Titulaire, en réponse aux prescriptions du CCTP ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché. Le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance de tout texte ou réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Toute clause portée dans une documentation quelconque du titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 – NATURE DU MARCHÉ

3.1 Procédure de passation

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

3.2 Forme du marché

Il s'agit d'un marché composite. Il comprend une partie forfaitaire et une passée sous la forme d'un accord-cadre avec émission de bons de commandes. Cette dernière partie est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 500 000 € HT pour toute la durée du marché, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L. 2113-11 2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre n'est pas alloti en raison de la nécessaire interopérabilité entre les différents équipements objets du marché.

ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAI D'EXECUTION

5.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

5.2 Délais d'exécutions

Pour l'ensemble des prestations attendues, tant pour la partie forfaitaire que pour la partie à bon de commande, le délai maximum d'exécution est fixé à 6 mois pour la livraison des équipements. Ce délai débute à la notification du marché pour la partie forfaitaire, et à la notification du bon de commande pour la partie concernée.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le CNRS dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

ARTICLE 6 – REPRESENTATION DES PARTIES

Le Titulaire désigne, conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du CNRS.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu de signaler toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteraient :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions ;
- À ses coordonnées bancaires.

Certaines de ces modifications nécessitent la contractualisation d'une modification du marché (avenant). Dans un souci de transparence, il apparaît important d'informer le CNRS sur les modifications en cause.

ARTICLE 7 – GARANTIE CONTRACTUELLE

7.1 Généralités

Les réclamations, relatives à des pièces défectueuses ou à un dysfonctionnement de tout ou partie du matériel livré, émanent du CNRS.

Les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil, et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1386-1 et suivants du code civil, ainsi que de la garantie contractuelle prévue par le marché.

7.2 Durée et contenu minimum

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au CNRS.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG-FCS, cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux à ses frais.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le CNRS un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, tous les équipements sont intégralement couverts par une garantie d'une durée minimum de 24 mois.

Si le Titulaire a proposé dans son offre une garantie plus longue que la garantie minimale de 24 mois et/ou une couverture plus étendue, les éléments de son offre qui sont plus favorables au CNRS que celles qui sont stipulées dans le présent CCAP l'engagent.

Le Titulaire met à la disposition du CNRS les personnels compétents pour intervenir sur site dans le délai décrit au sein du cadre de réponse technique (CRT).

La disponibilité des pièces détachées doit être de 10 ans minimum.

La garantie commence à compter de l'**admission** par le CNRS de l'équipement et de ses prestations associées.

ARTICLE 8 – RESILIATION

8.1 Résiliation sans faute

Le CNRS se réserve la possibilité, à tout moment, et sans faute du Titulaire, de mettre fin au marché avant l'achèvement de celui-ci, par une décision de résiliation notifiée au Titulaire dans les cas où le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ou pour un motif d'intérêt général.

La résiliation du marché prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation notifiée au Titulaire, ou à défaut à la date de sa notification.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, la résiliation non constitutive d'une faute du Titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché.

8.2 Résiliation pour faute

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents demandés au titre de l'offre (pièces mentionnées aux articles D. 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale et attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales) et de ceux fournis au titre de la candidature, le marché sera résilié aux torts du Titulaire.

8.3 Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle

n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux (2) parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

ARTICLE 9 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE

9.1 Nature du prix

La monnaie de référence est l'Euro (€).

9.2 Forme des prix

Le marché est traité à prix fermes et mixtes, d'une part à prix forfaitaire suivant les prix indiqués à la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF/ annexe 1 à l'acte d'engagement), et, d'autre part à prix unitaires suivant les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU/ annexe 1 à l'acte d'engagement).

Les prix seront appliqués aux prestations réellement exécutées.

La non-exécution d'une prestation prévue au marché fera l'objet d'une réfaction sur le prix.

9.3 Contenu des prix

Pour l'ensemble des prix (unitaires et forfaitaires), les prix sont réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la main d'œuvre, au déplacement, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison.
- **Toutes les sujétions précisées dans le cahier des charges.**
- Toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations. À l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par le prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont décrites dans le cahier des charges et de celles qui sont prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent la prestation.
- Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.
- En cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle, par le Titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Le Titulaire est réputé avoir pris en compte, lors de l'étude de son offre, toutes les indications rappelées dans le dossier de consultation. Il est donc réputé avoir apprécié l'ensemble des sujétions particulières pouvant entraîner des augmentations de ses prix unitaires.

À défaut de toute indication, les prix marché sont réputés établis en euros (€) HT.

Les prix hors TVA seront majorés du montant de la TVA en vigueur au jour de l'établissement des pièces de paiement.

ARTICLE 10 – PENALITES

En cas de non-respect des conditions d'exécution fixées au marché et par dérogation aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3, du CCAG-FCS, le CNRS se réserve le droit d'appliquer des pénalités dans les hypothèses énoncées ci-après, sans mise en demeure préalable du titulaire et sans seuil minimum (les pénalités sont exigibles au premier Euro).

Les différentes pénalités sont cumulables.

10.1 Pénalité de retard (partie à bon de commande)

Cent euros (100,00 €) par jour de retard, constaté par le CNRS, pour non-respect du délai portant sur la livraison, l'installation et la mise en service, tel que prévu dans le cadre de réponse technique (CRT), sauf accord contraire préalable.

10.2 Pénalité pour indisponibilité

Cent euros (100,00 €) par jour de retard, constaté par le CNRS, pour non-respect des délais d'intervention prévus dans le cadre de la maintenance préventive, tels que prévus dans le cadre de réponse technique (CRT), sauf accord contraire préalable.

10.3 Pénalité pour manquement du titulaire

En cas de manquement du titulaire aux engagements énoncés dans le marché ou aux obligations incombant au titulaire : le Titulaire encourt une pénalité de deux cents euros (200,00 €) par manquement constaté ne mettant pas en péril la prestation mais traduisant d'un niveau moindre de qualité comparativement aux engagements que le Titulaire a présenté dans le cadre de réponse technique (CRT), ou de façon générale dans son offre.

Les pénalités ne sont pas libératoires du préjudice subi par le CNRS. Le CNRS se réserve ainsi le droit de demander des indemnités devant les juridictions compétentes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS les pénalités sont plafonnées à 30 % du montant total HT du marché.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son IBAN original. Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son IBAN.

11.1 Présentation des factures

Les factures afférentes aux paiements, doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- Les référence du bon de commande (objet et numéro + numéros de SIRET du titulaire) ;
- La date d'exécution et le lieu d'exécution ;
- Le montant hors taxe ;
- Les pénalités éventuelles déduites ;
- Le montant total hors taxe ;
- Le taux et le montant total de la TVA ;
- Le montant total toute charge comprise en euros (€).

L'omission des mentions précités dans la facture, entraine une suspension du délai global de paiement. Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) – Structure CNRS (SCD) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (UMR6538) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS ;
- Le centre de facturation de GEOOCEAN :

CNRS - SCD - 0925 – UMR6538
2 rue Jean ZAY
TSA 61004
F-54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX

11.2 Facturation électronique

Conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois (3) modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

11.3 Règlement des intérêts moratoires

Le règlement sera effectué après validation du service fait, par virement bancaire sur le compte du Titulaire. En cas de litige et notamment si le CNRS n'est pas satisfait de l'exécution des services, les paiements pourront être retardés jusqu'au règlement du litige.

Conformément aux dispositions aux articles R. 2192-10 et R. 192-12 du Code de la Commande Publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le Titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense ou de la date de réalisation de la prestation si elle est postérieure à la réception de la facture.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de quarante euros (40 €) sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est : La Délégée Régionale Bretagne et Pays de la Loire du CNRS

Le Comptable chargé du paiement est : l'Agent Comptable Secondaire de la délégation Bretagne et Pays de la Loire du CNRS

ARTICLE 12 - AVANCES

12.1 Pour la partie à prix globale et forfaitaire

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS option A, une avance de 20 % TTC du montant initial du marché peut être accordée au Titulaire du marché lorsqu'au terme de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Cette avance est calculée sur la base du montant global et forfaitaire et/ou du bon de commande, déduction faite, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le Titulaire indiquera s'il souhaite ou pas le versement de l'avance forfaitaire, dans l'acte d'engagement (ATTRI 1) pour la partie globale et forfaitaire.

12.2 Pour la partie à bons de commande

Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et en fonction de la durée d'exécution du bon de commande :

- Si la durée d'exécution est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à un montant compris « entre 5 et 30 % du montant TTC du bon de commande en cause ».
- Si la durée est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est compris « entre 5 et 30 % de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée du bon de commande exprimée en mois ».

ARTICLE 13 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

13.1 Généralité

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le CNRS conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 31 du CCAG/FCS, excepté pour les points qui suivent.

Par dérogations aux articles 27 à 31 du CCAG/FCS, les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par un représentant habilité par le CNRS et désigné comme étant « le responsable CNRS ».

13.2 Commencement des opérations de vérifications des prestations

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la livraison.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le Titulaire ne sera pas avisé des jours et heures fixés pour les opérations de vérifications.

13.3 Vérification qualitative

Une fois l'équipement installé, raccordé et mis en service l'admission sera prononcée à la suite des tests fonctionnels décrits dans le CCTP et de la réalisation de la formation.

La vérification qualitative se déroulera conformément à l'article 29.2 du CCAG-FCS.

13.4 Admission, réfaction, ajournement ou rejet

Suite aux opérations de vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur sous réserve des dispositions des articles précédents.

ARTICLE 14 - ACOMPTES

14.1 Versements

Les acomptes, consistent à rémunérer une part des prestations réalisées, avant l'achèvement de la totalité des prestations prévues.

Le présent accord-cadre donne droit aux versements d'acomptes. Le versement d'acomptes est prévu à l'issue des étapes telles que définies ci-dessous **pour chaque station** :

Acompte n°1 : livraison de l'équipement		
INSTANT T	JUSTIFICATIF	QUOTITE
T1 = Livraison	Bon de livraison	60% du montant global et forfaitaire exprimé dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement
Acompte n°2 : Admission		
INSTANT T	JUSTIFICATIF	QUOTITE
T2 = Livraison de l'équipement et livraison de la documentation, installation, mise en service, vérification d'aptitude + la formation	Procès-verbal d'admission	40% du montant global et forfaitaire exprimé dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement

14.2 Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, dans les conditions prévues aux Articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité pendant toute la durée du marché de substituer une garantie à première

demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements, ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande, sont libérés dans les conditions prévues à l'article R.2191-42 du code de la commande publique.

ARTICLE 15 - OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

Il en va de même pour toutes les imprécisions et/ou ambiguïtés qu'il relèverait dans les documents contractuels de l'accord-cadre (article 2 du présent CCAP).

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, s'appliquent au présent accord-cadre. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur et aux obligations de confidentialité visées ci-dessous. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous les membres du personnel intervenant qu'il emploie.

Les prestations, objet de l'accord-cadre, procurent par nature au Titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement de l'unité. Aussi, le Titulaire est tenu par une obligation de confidentialité quant à son fonctionnement aux informations, documents, données, supports, équipements et matériels qu'il est appelé à connaître ou à manipuler pendant l'exécution des prestations.

Le Titulaire est tenu au **secret professionnel le plus absolu** et, en conséquence, ne doit pas divulguer de quelque manière que ce soit d'informations sur les éléments couverts par cet accord-cadre.

Le Titulaire et son personnel s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de non-respect de la clause de confidentialité, l'accord-cadre sera résilié pour faute du Titulaire conformément à l'article 9 du présent CCAP et à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 17 – DISPOSITION GENERALES

17.1 Mesures de sécurité

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif dites ZRR. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

Le Titulaire se rapprochera du CNRS pour mettre en place dès que possible les modalités nécessaires aux accréditations de ses personnels à ces zones.

La communication des informations confidentielles à des tiers n'est autorisée que dans la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à ce que les personnes ayant eu accès à ces informations confidentielles respectent ces mêmes obligations de confidentialité.

Le Titulaire à l'interdiction de prendre des photographies des installations et équipements ainsi que toute captation vidéographique.

17.2 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire, et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à ce que ses agents fournissent les informations suivantes lorsqu'ils sollicitent l'agrément :

- Leur patronyme et leurs prénoms ;
 - Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé : Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - Un titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Leur adresse actuelle si celle-ci diffère de celle portée sur leur titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations en objet de l'accord-cadre.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée.

À l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs. Le Titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera à son tour l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

17.3 Mesure de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables, et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS pendant toute la durée de l'accord-cadre.

À cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risque du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent accord-cadre ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ses personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché. L'exécution du marché peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité du marché à ses torts. L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire à un tiers au marché sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du marché.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements sont la propriété exclusive du CNRS, et ils échappent à ce titre à la propriété du Titulaire. Le Titulaire n'a pas le droit d'utiliser les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements pour d'autres clients (exploitation commerciale).

ARTICLE 18 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018 et met l'accent sur la responsabilité des entreprises qui traitent des données. Le Titulaire du présent marché doit être en mesure de prouver sa mise en conformité avec les principes fondamentaux de la protection des données et notamment la légalité, l'impartialité, la transparence et la minimisation des données. L'ensemble des données clients traités en cours d'exécution du présent marché est et reste la propriété du CNRS.

ARTICLE 19 - LITIGES – DROIT APPLICABLE

En cas de litige, le tribunal administratif de Nice est seul compétent.

Ce marché, l'ensemble de ses dispositions, y compris accessoires, et ses annexes sont exclusivement soumis au droit français.

ARTICLE 20 – DEROGATION AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge aux CCAG-FCS sur les articles suivants :

CCAP	CCAG FCS
7.2	33
8.1	38
10	14.1.1 14.1.2 et 14.1.3.
10.3	14.1.2
13.2	28 et 27.3
17.3	37